

Jacques Le Dauphin

Décembre 2014

Intervention lors du colloque sur la diplomatie française

La diplomatie française et l'OTAN

La France est membre de l'OTAN depuis sa création.

Durant des décennies, à des degrés divers, la diplomatie française s'est trouvée marquée par cette appartenance. L'analyse de cette période serait instructive, mais dans le laps de temps qui m'est imparti, je limiterai mon propos à la période actuelle, voire à venir.

Aujourd'hui on peut déjà mesurer les incidences négatives, pour la diplomatie française, du glissement atlantiste opéré par la France ces dernières années. Ce glissement s'accroît et il a été marqué de manière significative par le retour en 2009 de la France dans le commandement militaire intégré de l'OTAN ; Certes ce retour semblait prévisible, mais il suscitait controverses. Jacques Chirac en avait formulé la demande, mais en l'assortissant d'aménagements ; A cette demande ainsi formulée, les Américains lui ont rit au nez. Le retour est aujourd'hui effectif, sans aménagements notables, ni réserves d'aucune sorte. Cette fois les Américains en sont ravis.

Cette décision prise par Nicolas Sarkozy est d'une extrême gravité, car elle concerne la présence de la France dans une structure militaire, regroupant 28 Etats, dont le leader assure l'intégration, en l'occurrence les Etats-Unis. On sait que cette structure tend à privilégier les politiques de force, alors qu'en de nombreux cas la voie diplomatique est à promouvoir. La France est bien placée pour s'inscrire dans cette voie. Elle dispose d'atouts importants : elle est membre permanent du conseil de

sécurité de l'ONU, elle possède un outil diplomatique de qualité, avec près de 160 ambassadeurs à l'étranger. Elle peut utiliser le capital de sympathie dont elle dispose auprès de nombreux pays pour favoriser la médiation et le dialogue dans les crises. Or ces atouts les autorités françaises tendent à les brader, pour s'inscrire résolument dans la stratégie développée par les Etats-Unis, par le biais de l'OTAN ; une telle démarche tend à limiter les capacités stratégiques autonomes dont peut disposer la France, et par la même sa diplomatie en est affectée. Car abandonnant un profil original et constructif, la diplomatie française passe, pourrait-on dire, d'une diplomatie sur mesure à une diplomatie de « prêt à porter ». A savoir une diplomatie préétablie de l'extérieur.

Pour illustrer mon propos : Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères a fixé comme axe principal de la diplomatie française : la gestion des crises. Cet objectif mérite attention, car s'il est positif à priori, reste à savoir sous quelle forme on entend le gérer ? Le plus souvent, les situations de crise appellent en priorité des solutions politiques, faites de négociations. Si c'est l'orientation préconisée la diplomatie française peut, sans aucun doute, y jouer un rôle à sa mesure. Mais qu'advient-il de ce rôle, si l'OTAN privilégie les politiques de force ? Le suivisme permanent est à redouter, comme le montre les positions françaises, sur la Syrie, le Mali, l'Irak, la crise ukrainienne.

Certains pensent néanmoins que le retour de la France dans le commandement militaire intégré de l'OTAN, est susceptible de créer une situation inédite, permettant à la France d'infléchir de l'intérieur les actions stratégiques de l'OTAN. On reste perplexé devant une telle affirmation. Sauf à penser que l'OTAN voit sa structure se transformer permettant à la France de s'inscrire à contrario des orientations américaines, soutenues par la quasi-totalité des pays membres, on peut difficilement penser que la France soit susceptible de peser en autonomie. Présentement elle serait seule contre tous.

Que penser du rapport remis en 2012 au président Hollande par Hubert Védrines, ancien ministre des affaires étrangères, aujourd'hui conseiller de l'Élysée ? On rappellera que l'objet de ce rapport, demandé par la présidence était d'examiner les conséquences pour la politique française de la réintégration de la France dans les forces militaires intégrées de l'OTAN ; A la lecture on notera les conséquences négatives, mais elles sont brièvement évoquées, car le rapport considère qu'elles ne sont pas les plus importantes, du fait qu'un retour en arrière ne peut aujourd'hui être envisagé, il est irréversible. C'est pourquoi il s'attache à examiner les conséquences nouvelles, offertes par cette nouvelle situation. Dans cet esprit est avancée l'idée, que l'OTAN peut fournir aujourd'hui un terrain d'influence à la diplomatie française. Et à ce sujet Hubert Védrines tient à préciser « que la pire des choses serait de ne pas en être conscient et rester passif ». Ainsi il préconise le développement d'une politique ambitieuse de la France au sein de l'OTAN ; On peut être surpris qu'un homme d'expérience comme Hubert Védrines, s'inscrive dans une démarche aussi illusoire, au regard de ce qu'est l'OTAN, organisation pilotée, avec l'accord de la quasi-totalité des pays membres, par les Etats-Unis. La marge de manœuvre pour la France est plus qu'étroite sinon inexistante. Bien que jusque lors, depuis 2009, la France n'a pas développé de positions originales, contestant des décisions prises, on peut toujours penser qu'y a un début à tout, et que le regard doit moins porter sur le passé que sur le présent et sur l'avenir.

Au passage je tiens à préciser que si j'ai porté l'accent sur le positionnement d'Hubert Védrines, alors que d'autres diplomates le partagent, cela est du sans doute à sa notoriété, mais surtout parce que ce positionnement a fait l'objet d'un rapport remis à François Hollande, lequel, semble – t- il a donné son assentiment. On peut s'interroger, serait-ce devenu le positionnement officiel de la France ?

Pour en revenir au positionnement préconisé par le rapport : influencer veut dire, pouvoir s'exprimer, peser, contester, voire remettre en cause des décisions prises. Si ce n'est le cas, c'est se condamner, volontairement ou non à s'inscrire dans les orientations définies.

On constate que depuis la réintégration en 2009, les représentants français n'ont affirmés, officiellement aucune position originale marquante. Pire lors du sommet de l'OTAN qui s'est tenu en septembre à Newport, ils ont soutenu, sans réserve les profondes adaptations projetées pour l'OTAN, afin de la rendre apte à intervenir de manière plus offensive en différentes régions du monde. Aucune note discordante, ni même réserve, sur les nouveaux moyens militaires coordonnés au niveau des Etats, incluant de nouvelles dépenses militaires dans les budgets nationaux. Lors des débats le ministre français de la défense n'a pas caché son accord avec les propositions formulées par le secrétaire général de l'époque, Anders

Fogh Rasmussen. Qui influence sur qui ? On peut penser que c'est l'OTAN qui influence sur la diplomatie française.

Ce qui veut dire, selon moi, que la diplomatie française ne peut trouver sa boussole au sein de l'OTAN. Tout au contraire son efficacité l'appelle à se dégager de sa tutelle, afin de définir elle-même ses axes d'orientation. C'est aussi pourquoi la France doit sortir de l'OTAN ; car comme a pu le déclarer l'écrivain, Régis Debray « je ne vois pas très bien ce qu'un pays comme la France peut espérer de l'OTAN, organisation inutile, nuisible et dangereuse ». Un point de vue que je partage.

Jacques Le Dauphin, directeur de l'IDRP